

Le pouvoir aux travailleurs

10 FÉVRIER 2024

N° 301

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

Travailleurs, forgeons



nous-mêmes notre avenir !

Éditorial

À BAS LE CAPITALISME ! À BAS LE NATIONALISME ! À BAS LES FRONTIÈRES !
VIVE L'INTERNATIONALISME ET LE COMMUNISME !

Page 3

LES TRAVAILLEURS N'ONT
RIEN À FAIRE DES
FRONTIÈRES QUI ONT ÉTÉ
CRÉÉES POUR LES DIVISER !

Page 4

CGGC, VOIE Y 4 :
LES TRAVAILLEURS
REPRENNENT LE CHEMIN
DE LA LUTTE

Page 7-8

CRISE AU SEIN DE LA
CEDEAO : CE SONT LES
POPULATIONS PAUVRES
QUI EN FONT LES FRAIS

Page 12-13

<u>ÉDITORIAL :</u>	
- À BAS LE CAPITALISME ! À BAS LE NATIONALISME ! À BAS LES FRONTIÈRES ! VIVE L'INTERNATIONALISME ET LE COMMUNISME !.....	3
- LES TRAVAILLEURS N'ONT RIEN À FAIRE DES FRONTIÈRES QUI ONT ÉTÉ CRÉÉES POUR LES DIVISER !.....	4 - 5
- SEUL, LE RENVERSEMENT DU CAPITALISME PAR LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE POURRA SAUVER LE MONDE DE LA BARBARIE ET DE LA GUERRE.....	5 - 6
<u>LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS :</u>	
- LE DRAPEAU DES TRAVAILLEURS EN LUTTE, C'EST LE DRAPEAU ROUGE !	7
- CGGC, VOIE Y 4 : LES TRAVAILLEURS REPRENENT LE CHEMIN DE LA LUTTE.....	7 - 8
- DÉGUERPISSEMENT RÉVOLTANT À YOPOUGON GESCO.....	8
<u>LEUR SOCIÉTÉ</u>	
- LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION, RIEN QUE DE LA COMÉDIE !.....	9
- CES DIRIGEANTS SYNDICAUX QUI AIMENT LE DIALOGUE SOCIAL ET LA TABLE DE NÉGOCIATIONS ... AVEC LES ENNEMIS DES TRAVAILLEURS !	9
- CACAO : NÉGOCIANTS, INDUSTRIELS ET ARMATEURS S'EN METTENT PLEIN LES POCHES !.....	9 - 10
- MINISTÈRE DE LA CONSTRUCTION : ÇA SENT LA MAGOUILLE !.....	10
- DÉCÉDÉ, FAUTE DE MOYENS POUR SE SOIGNER !.....	10 - 11
<u>DANS LE MONDE :</u>	
- CRISE AU SEIN DE LA CEDEAO : CE SONT LES POPULATIONS PAUVRES QUI EN FONT LES FRAIS.....	12 - 13

À BAS LE CAPITALISME ! À BAS LE NATIONALISME ! À BAS LES FRONTIÈRES !
VIVE L'INTERNATIONALISME ET LE COMMUNISME !

Ousmane Sylla, un jeune Guinéen de 22 ans s'est donné la mort dans un «*centre de rétention*» pour migrants en Italie. Il n'en pouvait plus d'être privé de liberté et d'être maintenu dans des conditions inhumaines. Ce migrant aurait pu aussi bien être originaire de la Côte d'Ivoire, du Sénégal ou de n'importe quel autre pays pauvre du monde. C'était un jeune qui se « cherchait » comme nombre de travailleurs migrants à travers le monde. Sa mort est à mettre sur le compte de cette société capitaliste qui laisse des centaines de millions de personnes sur le bord du chemin pour la simple raison qu'elles sont pauvres.

Pour échapper à la misère, à la dictature ou aux guerres qui ravagent la plupart des pays africains, des dizaines de milliers de personnes quittent chaque année leur pays pour tenter leur chance vers des contrées plus riches. Certaines meurent en chemin en traversant le désert, d'autres sont noyées en prenant des embarcations de fortune. Ousmane Sylla faisait partie de ceux qui avaient réussi à parvenir jusqu'en Italie, mais ce n'est pas pour autant qu'il était hors de danger.

Les dirigeants d'extrême droite au pouvoir dans cette Italie-là ont été élus après avoir propagé le nationalisme, le racisme et la xénophobie, plus particulièrement à l'encontre des migrants. Ils ont mis en place des mesures draconiennes pour rendre encore plus difficile l'arrivée de ces derniers sur leur territoire. Et lorsque certains parviennent tout de même à accoster sur les côtes italiennes, ils sont traités comme des pestiférés et parqués dans des « centres de rétention » où les conditions de vie sont telles que certains préfèrent mettre fin à leur existence plutôt que d'endurer la souffrance et l'humiliation qui leur sont infligées. D'autres tombent entre les griffes des capitalistes qui profitent de leur situation de détresse pour les exploiter dans des conditions atroces. Leur rêve de sortir de la misère se transforme souvent en cauchemar.

Il n'y a pas d'avenir heureux pour les pauvres dans cette société capitaliste, même là où ce ne sont pas des partis d'extrême droite qui sont au pouvoir. C'est le système capitaliste lui-même qui, par sa nature, est incompatible avec l'épanouissement et le bien-être de l'écrasante majorité de la population. Ce ne sont pas les moyens techniques, humains ou financiers qui font défaut pour que chacun puisse vivre convenablement, se soigner, se loger, se cultiver et profiter pleinement des progrès de la connaissance. Le problème c'est que toutes les richesses de la société sont accaparées par la classe sociale parasite et exploiteuse, celle de la bourgeoisie. C'est elle qui impose son système d'exploitation aux quatre coins de la planète.

Tant que les travailleurs n'auront pas débarrassé l'humanité toute entière de ce système économique basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme, une grande partie des habitants de cette terre continuera de vivre dans la misère et dans la souffrance. En renversant le capitalisme par la révolution et en prenant le pouvoir, les travailleurs bâtiront une nouvelle société sans exploitation, sans oppression et sans frontières. Les communistes révolutionnaires sont les seuls à défendre cette perspective-là.

LES TRAVAILLEURS N'ONT RIEN À FAIRE DES FRONTIÈRES
QUI ONT ÉTÉ CRÉÉES POUR LES DIVISER !

Il est de bon ton de se dire « panafricaniste » dans la petite bourgeoisie mondaine de nos pays africains. Même les dirigeants au pouvoir se réclament peu ou prou du panafricanisme tout en s'accrochant mordicus aux frontières héritées du colonialisme. L'OUA (Organisation de l'Unité Africaine) rebaptisée UA (Union Africaine) depuis 2002 et à laquelle adhèrent tous les États africains, prône cette même idée jusque dans sa charte de fondation, mais cela ne l'a jamais empêché de prôner en même temps le caractère « intangible » des frontières en Afrique.

Les dirigeants de l'UA tout comme nos dictateurs, ne sont pas à une contradiction près. Leur profession de foi sur « l'unité africaine » et en même temps « l'unité nationale » ne les empêche pas de faire de la surenchère à caractère ethnique et xénophobe lorsqu'il y va de leurs intérêts pour se maintenir au pouvoir. Leurs adversaires politiques de l'opposition en font autant.

Tous mettent des trémolos dans leur voix lorsqu'ils font des discours sur leur prétendu « *amour de la patrie* », mais ce qui est sûr c'est que leur amour du pouvoir et des privilèges qu'ils peuvent en tirer, est immense. Mais au-delà de leurs calculs de politiciens pour parvenir au trône ou pour s'y accrocher, ces discours cachent aussi un piège mortel pour duper les exploités, pour les opposer les uns contre les autres en fonction de leur nationalité.

« Diviser pour mieux régner », c'est la devise bien connue des exploités et des oppresseurs, et cela ne date pas d'aujourd'hui. Durant la

période coloniale, le continent africain a été partagé comme un gâteau entre les différentes puissances impérialistes d'Europe. Les plus gros morceaux ont été accaparés par l'Angleterre et la France alors les puissances les plus avancées économiquement et militairement. Les premières frontières à l'intérieur du continent africain ont été tracées selon le rapport de forces entre les États colonisateurs.

Ensuite, lorsque les populations colonisées ont commencé à se révolter au point de menacer de renverser les empires coloniaux, les dirigeants des puissances coloniales ont changé leur fusil d'épaule en procédant à la décolonisation. Leur objectif était de sauvegarder l'essentiel, à savoir la continuation du pillage et de l'exploitation tout en laissant le pouvoir localement entre les mains des valets locaux et en leur accordant quelques miettes en échange de leur soumission.

Les vastes empires coloniaux ont commencé alors à être dépecés en petits États en fonction des intérêts de la bourgeoisie coloniale. Les frontières se sont multipliées en autant de prisons pour les peuples africains. Le tracé des frontières était tellement absurde que du jour au lendemain des membres d'une même famille ont parfois été partagés entre deux ou trois nationalités différentes. Plus les populations étaient divisées en innombrables « nationalités », mieux l'ancienne puissance coloniale pouvait continuer à les dominer.

Plusieurs générations de dictateurs se sont succédé depuis les indépendances, leur look a peut-être changé mais leur fonction reste

fondamentalement la même. Ils continuent d'être des laquais et des gardiens des intérêts généraux de la grande bourgeoisie impérialiste, à commencer par celle de leur ancienne puissance coloniale qui a gardé d'innombrables liens d'intérêts et de soumission avec eux.

La différence entre la situation d'hier et d'aujourd'hui est que le monopole colonial qui était de mise hier, a fait place à une concurrence

plus rude entre les puissances capitalistes pour mettre la main sur les richesses naturelles. Le pillage se fait même de manière plus accélérée et plus dévastatrice. Pendant ce temps, l'écrasante majorité des populations africaines continue de crouler sous la pauvreté. Des millions de personnes sont broyées chaque année sur l'autel du profit et des guerres que se livrent ouvertement ou indirectement les bourgeoisies des puissances capitalistes.

**SEUL, LE RENVERSEMENT DU CAPITALISME
PAR LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE POURRA SAUVER
LE MONDE DE LA BARBARIE ET DE LA GUERRE**

Plus loin de nous, en Ukraine et en Russie, c'est au nom de « l'amour de la patrie » que des jeunes issus des classes populaires sont envoyés à la mort par centaines de milliers depuis deux ans. Ceux qui refusent de se faire enrôler dans cette sale guerre sont emprisonnés, certains sont peut-être tués.

Les enjeux de cette guerre n'ont rien à voir avec les intérêts des populations de part et d'autre de la frontière. À la base, c'est l'impérialisme américain qui, derrière l'OTAN, mène la guerre contre la Russie de Poutine avec la peau de la population ukrainienne pour asseoir sa suprématie dans cette région de l'Europe et plus largement sur le reste du monde.

La guerre a toujours été un des moyens par lequel l'impérialisme américain, comme les autres impérialismes de seconde zone, tentent de s'imposer. La 1^{ère} puis la 2^{ème} guerre mondiale ont montré de quoi les dirigeants des grandes puissances sont capables en matière de violence et de barbarie à grande

échelle pour défendre les intérêts de leurs grandes bourgeoisies à travers le monde.

En dehors de ces deux guerres, il y a toujours eu un peu partout dans le monde des conflits armés qui ont fait d'innombrables victimes. C'est le cas actuellement au Soudan, au Congo, en Érythrée, dans certains pays du Sahel, au Moyen Orient et ailleurs. Hier c'était en Afghanistan, en Irak ou en Syrie, en Yougoslavie, etc.

Derrière chacune de ces guerres se cachent des rivalités entre les puissances capitalistes qui veulent chacune s'emparer des richesses naturelles et étendre sa zone d'influence.

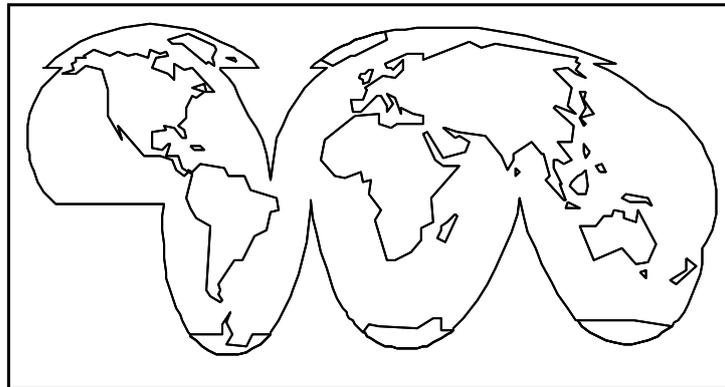
L'existence de ces conflits militaires est déjà en soi une source d'enrichissement pour les capitalistes de l'industrie de l'armement et des secteurs qui tournent autour. Mais, d'autres conflits, peut-être de grande ampleur, sont en préparation. L'explosion des budgets militaires et la multiplication des engins de morts, particulièrement aux États-Unis et en Europe, illustrent cette course aux

armements et l'acheminement vers un nouveau conflit mondial avec toutes les conséquences désastreuses que cela entraînera, y compris sur les populations qui vivent loin des zones de conflit.

Les soubresauts de la crise mondiale du capitalisme ne font qu'exacerber les tensions déjà existantes et peuvent accélérer la marche vers la guerre. Alors, si nous les travailleurs, nous ne voulons pas

être embarqués de gré ou de force dans cette sale guerre pour les intérêts des banquiers, des trusts, des marchands d'armes et de leurs États, nous n'avons pas d'autre choix que de préparer notre guerre à nous, celle du prolétariat contre la bourgeoisie et son système capitaliste qui « porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage » (parole prononcée en 1895 par Jean Jaurès, un dirigeant socialiste français).

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

LE DRAPEAU DES TRAVAILLEURS EN LUTTE, C'EST LE DRAPEAU ROUGE !

Le gouvernement recommande aux autorités préfectorales et municipales de promouvoir « *l'éveil patriotique* » et d' « *inviter les populations au respect de la cérémonie mensuelle du salut aux couleurs nationales* ».

Ainsi, le lundi 5 février, un Préfet de région en a profité pour donner un cours de civisme aux populations. Il a expliqué que « *le drapeau tricolore est le symbole de la fraternité* » et que le gouvernement veut promouvoir « *l'ivoirien nouveau* » qui respecte la devise « *l'union, la discipline et le travail* ».

Le même jour, le nouveau maire de Koumassi, Balley Narcisse, est lui aussi venu participer à la levée du drapeau national sur l'esplanade du grand carrefour de Koumassi. Lui aussi a fait son blabla en déclarant que « *l'honneur au drapeau participe à inculquer à tout individu, le civisme, le respect des lois, etc.* ».

Mais les bourgeois, en exploitant les travailleurs, quelles lois respectent-ils ? Prenons par exemple celle qui fixe le salaire minimum à 75.000 Fr qui est par ailleurs une vraie misère pour les travailleurs. Qui a

déterminé ce montant ? Selon quel critère ? En tous cas, pas à l'avantage des travailleurs ! Aussi, quand les conditions de travail sont insupportables sur les lieux de travail, provoquant des accidents mortels, des handicaps et des maladies pour les travailleurs, que fait donc cette administration au service des riches pour lutter contre ce genre de crime et quels résultats obtient-elle ?

Alors, autant dire que cette « *nation* », avec son drapeau, sa devise, qui ose évoquer la « *fraternité* », et qui fixe pourtant un si bas salaire, qui autorise une exploitation aussi effroyable des travailleurs, eh bien une telle « *nation* » sert avant tout les intérêts des riches et des exploités ! Il en va ainsi dans tous les pays du monde. Ce qui signifie que la société est divisée en deux camps aux intérêts opposés, en somme, en deux « *nations* », aux intérêts irréconciliables !

Autrement dit, le respect de ce drapeau qu'on nous montre comme le symbole de la fraternité et du civisme n'est rien d'autre que celui de l'ordre capitaliste !

CGGC, VOIE Y 4 : LES TRAVAILLEURS REPRENENT LE CHEMIN DE LA LUTTE

La CGGC est une entreprise du BTP qui réalise la première partie de la voie Y 4 appelée aussi la « *voie du contournement de la ville d'Abidjan* ». Cela fait plus de deux ans que les

ouvriers travaillent nuit et jour pour des salaires de misère.

Ces conditions difficiles de travail sont la cause de grèves à répétition. La dernière en date était

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

celle des chauffeurs qui dénonçaient le renvoi abusif de certains d'entre eux. La gestion de l'ensemble des travailleurs est confiée à une structure de placement de main d'œuvre dénommée GBS. Des petits chefs sur le chantier mettent la pression sur les travailleurs au point de renvoyer eux-mêmes certains, ce qui provoque aussi de petites grèves par-ci par-là.

Les travailleurs ont commencé à s'organiser et tiennent des réunions hebdomadaires regroupant près d'une centaine de travailleurs sur les 250 qu'emploie l'entreprise. Ils ont saisi la direction de GBS et ont déposé un préavis de grève avec plusieurs revendications dont le rappel de l'augmentation du salaire catégoriel depuis 2023, le paiement des droits des travailleurs licenciés et des « mesures

d'accompagnement » à hauteur de 300 à 400 mille pour chaque travailleur à la fin de son contrat.

Pour éviter un arrêt de travail, la direction a entamé des discussions en présence de l'Inspection du Travail. Les travailleurs, conscients que c'est par leur force et leur détermination que le patron cédera, ont fait accompagner les délégués du personnel par plusieurs autres collègues choisis par eux-mêmes.

La direction a donné un délai d'un mois pour se prononcer. Les travailleurs, de leur côté, comptent mettre à profit cette période pour mieux se mobiliser, car ils ont en tête que les maigres avantages obtenus lors d'une précédente grève en 2022, ont été obtenus suite à des arrêts de travail.

DÉGUERPISSEMENT RÉVOLTANT À YOPOUGON GESCO

Après avoir démolé les étals et les magasins des petits commerçants aux abords de l'autoroute du nord, sous prétexte de l'organisation de la CAN, les autorités ont décidé de s'en prendre aussi aux habitations.

Ainsi, le 29 janvier, les bulldozers sont entrés en action dans les sous-quartiers « *Pays-bas* », « *HKB* », « *Cité Jardin d'Eden* ». Les habitants, surpris par la présence des engins et d'un impressionnant dispositif de corps habillés, n'ont eu qu'une trentaine de minutes pour sauver ce qui pouvait l'être. Le reste de leurs affaires a été broyé en même temps que leurs habitations sous les chenilles des pelleteuses. Homme, femmes, enfants, vieillards ont été jetés à la rue sans ménagements.

Aujourd'hui, ceux qui n'ont pas pu trouver refuge chez des parents ou

chez des connaissances, dorment toujours à la belle étoile et à la merci de toutes les intempéries. Les écoles n'ont pas été épargnées, jetant dehors des enfants en pleine année scolaire.

Ce déguerpissement a touché plus d'un millier de personnes, devenues du coup des sans-abris. Ces autorités ont montré là encore toute leur haine, leur mépris et leur brutalité à l'égard des populations pauvres.

Le maire de la commune a fait mine subitement de se muer en défenseur de la veuve et de l'orphelin. Mais les paroles mielleuses d'un politicien comme lui ne valent rien. Les gens de son espèce continueront de s'en prendre aux travailleurs et aux populations pauvres tant qu'ils ne rencontreront pas une réelle résistance de la part de ceux-ci.

L E U R S O C I E T E

LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION, RIEN QUE DE LA COMÉDIE !

Pour prétendre lutter contre la corruption, le gouvernement a mis en place une institution dénommée « *Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance* », avec un président à sa tête et tout un personnel qui émerge sur le compte de l'État.

Pour montrer qu'elle sert à quelque chose et qu'elle a la volonté de contrôler « *les détournements des deniers publics, les blanchiments des capitaux et l'enrichissement illicite* » dans tous les rouages de l'État, cette « haute autorité » fait de grandes déclarations tapageuses. Ainsi, prétend-t-elle que les déclarations de patrimoine de 9000 personnes seront

contrôlées, à commencer par celle du Président, des ministres et autres secrétaires d'État, des députés, des maires et de leurs adjoints, etc.

Ce sont des comédiens qui veulent nous faire croire qu'au sommet de l'État, il y a une vraie volonté politique de lutter contre la corruption et les détournements de l'argent public. Ce n'est pas la première fois qu'on nous joue cette comédie, et ce ne sera pas la dernière.

La création de ce nouveau service permettra tout au plus de caser quelques amis du pouvoir tout en amusant la galerie !

CES DIRIGEANTS SYNDICAUX QUI AIMENT LE DIALOGUE SOCIAL ET LA TABLE DE NÉGOCIATIONS ... AVEC LES ENNEMIS DES TRAVAILLEURS !

Le ministre de la Fonction Publique a organisé durant deux jours un séminaire avec le G8, c'est-à-dire les 8 organisations signataires de la « *trêve sociale 2022-2027* ». Cela concerne la Fonction Publique, l'administration, la santé, l'éducation et le transport.

Le porte-parole de ce G8, Mamadou Soro, qui n'est autre que le Secrétaire général de la centrale syndicale Humanisme, a déclaré à cette occasion : « *Ensemble, faisons du dialogue social... l'instrument*

fondamental de la gestion des crises et de l'anticipation des crises ».

Ceux qui savent lire entre les lignes comprendront que ce n'est certainement pas avec des gens de son acabit que les intérêts des travailleurs seront défendus ! Et pour cause, ces gens-là sont plus proches des ministres et du patronat dont ils partagent le même mode de vie, que des travailleurs. Quand ils se pressent autour de la « table de négociations », c'est pour mieux duper les travailleurs en lutte.

CACAO : NÉGOCIANTS, INDUSTRIELS ET ARMATEURS S'FN MFTTFNT PI FIN I FS POCHFS !

Le prix du kilogramme de cacao avoisine actuellement les 3.000 Fr Cfa sur les marchés de Londres et de New-York. Les deux plus gros producteurs, la Côte d'Ivoire et le

Ghana prévoient une mauvaise récolte. Pour le cacao ivoirien qui représente 45 % de la production mondiale, cette saison il y a une baisse prévisionnelle de 400 000 tonnes par

L E U R S O C I E T E

rapport à la saison précédente. Les boursicoteurs ont trouvé là un prétexte pour spéculer sur ce produit.

C'est ainsi que le prix à l'international a atteint son niveau le plus élevé depuis les 40 dernières années. Évidemment, cela ne profite ni aux petits paysans ni aux ouvriers agricoles. Le prix maximum d'achat est fixé à 1000 Fr le kilogramme par le Conseil Café Cacao (CCC), qui est l'organisme en charge de la gestion de toutes les activités de la Filière Café-Cacao.

Une poignée de multinationales
- Barry Callebaut (Suisse), Olam

(Singapour), Cargill (États-Unis), Ecom (Suisse), Sucden et Touton (françaises) – détiennent le quasi-monopole du négoce. Ce sont les premières bénéficiaires du marché de cacao. Elles spéculent et agissent sur le marché mondial pour ramasser le maximum de profits. Ensuite, il y a les armateurs qui le transportent. Enfin, il y a toute l'industrie liée à sa transformation, telle que Nestlé, Ferrero et autres. Ce sont toutes ces multinationales qui se taillent la part du lion et ne laissent que des miettes aux petits paysans et aux ouvriers agricoles.

MINISTÈRE DE LA CONSTRUCTION : ÇA SENT LA MAGOUILLE !

Quatre hauts responsables, tous au rang de directeur, au ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme (MCLU) ont été inculpés pour une affaire de ventes illicites de terrain dans le village d'Elokaté, sous-préfecture de Bingerville. Les villageois dénoncent l'émission d'Arrêtés de Concession Définitive (ACD) au profit de diverses personnes, fondée sur des attestations de propriété coutumières obtenues de manière frauduleuse. Le litige porte sur plus de 490 hectares de terrain, avec un préjudice estimé à 100 milliards de francs Cfa.

Pour le moment, les responsables vaquent à leurs occupations au ministère de la Construction, protégés par « *la présomption d'innocence* », selon la procureure en charge du dossier. Leur ministère a même pondu une note pour les défendre et ne prendra des mesures que si leurs culpabilités sont établies à la fin de la procédure.

C'est à croire qu'il y a peut-être de plus gros bonnets au-dessus de cette affaire. À cette allure, avec un si gros montant en jeu, cette affaire est peut-être bien partie pour tomber dans les oubliettes !

DÉCÉDÉ, FAUTE DE MOYENS POUR SE SOIGNER !

En début du mois de février, un élève de 15 ans est décédé à la suite d'une "*courte maladie*" à Bocanda, au centre du pays. Il s'était rendu à l'hôpital et on lui a demandé de

repasser le lendemain. Il a informé ses parents mais le temps que son père, petit paysan, parte vendre son manioc pour le rejoindre à l'hôpital, il était trop tard.

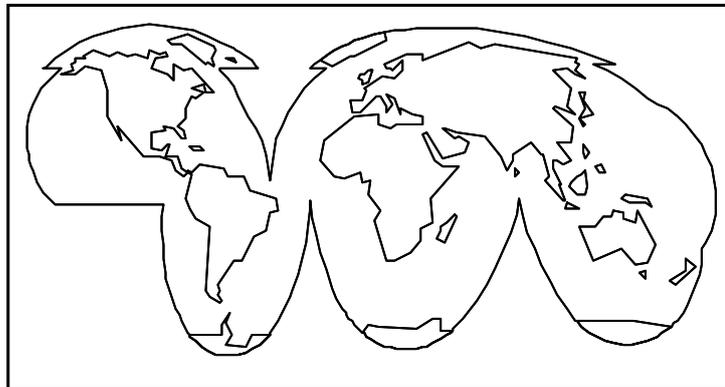
L E U R S O C I E T E

Ce genre de décès est de plus en plus courant chez les familles des travailleurs et des populations pauvres. Se rendre à l'hôpital est un luxe, tant les moyens font défaut. Les centres de santé et les hôpitaux sont généralement des mouiroirs car ils

manquent de tout.

Les autorités administratives et politiques ne peuvent pas dire qu'elles ignorent ces problèmes mais elles ferment les yeux, car ce n'est pas dans ces endroits qu'elles envoient leurs familles pour se faire soigner.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CRISE AU SEIN DE LA CEDEAO :
CE SONT LES POPULATIONS PAUVRES QUI EN FONT LES FRAIS

Le 29 janvier dernier, le Burkina Faso, le Mali et le Niger, ont décidé de se retirer ensemble de la Cédéao (Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest). Quelques mois plus tôt, ils n'étaient encore que « *suspendus* » - de même que la Guinée - pour motif de coup d'État.

Des sanctions leur ont été infligées, et cela s'est traduit surtout par des mesures financières et commerciales accompagnées de menace d'interventions militaires pour « *rétablir l'ordre constitutionnel* » et le retour d'un pouvoir civil. Mais ce sont surtout les populations pauvres qui ont fait les frais de ces sanctions. Elles se sont traduites par exemple par la pénurie de médicaments et de certains produits de première nécessité.

De leur côté, les putschistes de ces trois États ont décidé de se regrouper au sein de l'Alliance des États du Sahel (AES) et menacé de sortir de la zone franc pour créer leur propre monnaie.

La durée de vie d'une telle alliance de circonstance dépendra avant tout de la durée de vie de ces régimes. Cette région du Sahel est particulièrement connue pour son instabilité chronique. Ces trois pays totalisent 18 coups d'État depuis leur indépendance et peut-être autant sinon plus de tentatives qui n'ont pas abouti.

La politique de la France, ancienne puissance coloniale, dans cette région qu'elle a toujours considérée comme son pré-carré, n'est pas étrangère à cette instabilité. La manière dont elle a tracé arbitrairement les frontières de ces pays lors de la décolonisation, sans tenir compte de l'histoire du peuplement de cette région, est déjà une source de conflit qui se traduit de

plusieurs manières. Ensuite, elle a tout fait pour que cette région continue de rester sous sa domination en déstabilisant un régime lorsque celui-ci ne se montrait pas très docile, y compris en fomentant des coups d'État contre des régimes civils pour installer ses propres pions issus de l'armée. C'est l'État français qui est à l'initiative des premiers coups d'État dans cette région, par exemple au Mali en 1968, en choisissant le militaire Moussa Traoré pour renverser le civil Modibo Keïta.

Aujourd'hui, avec trois membres de moins et un quatrième (Guinée) suspendu, la Cédéao qui en comptait jusqu'ici 15, est en crise. Sa politique à l'égard des putschistes de Bamako, Ouagadougou et Niamey indique son alignement à celle de l'impérialisme français qui ne tolère pas que quelqu'un prenne le pouvoir sans son aval dans ses anciennes colonies, et encore moins ceux qui lui sont hostiles.

Il est évident que ce retrait de la Cédéao va pénaliser en premier lieu les populations pauvres de ces pays, notamment celles qui vivent dans les pays voisins tel que la Côte d'Ivoire. Leurs déplacements risquent d'être encore plus entravés par l'instauration de nouvelles barrières douanières qui ne manqueront pas de surgir, sans compter les tracasseries supplémentaires et les rackets sur les routes. Cela se traduira inévitablement par un renchérissement des prix du transport et des denrées. Mais tant que ce sont les populations pauvres qui en souffriront, cela n'empêchera ni les putschistes, ni les dirigeants de la Cédéao de dormir sur leurs deux oreilles.

Derrière le conflit entre d'un côté, les dirigeants de la Cédéao qui

prétendent défendre la constitution et la démocratie et de l'autre, les putschistes qui prétendent défendre leur droit à la « *souveraineté nationale* », il y a surtout des enjeux économiques qui s'entrechoquent et auxquels se mêlent des ambitions personnelles.

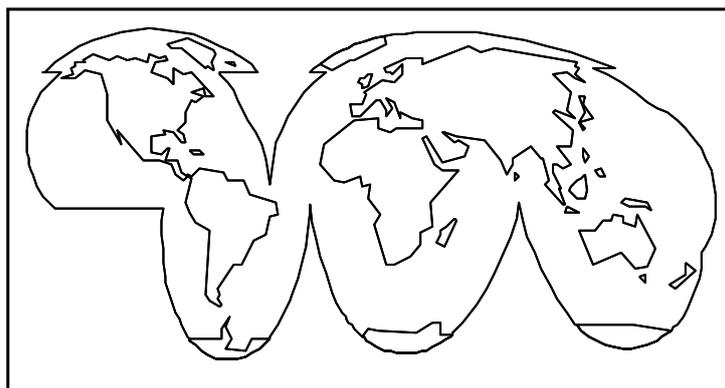
Si les coups d'États qui ont eu lieu dans ces trois pays sahéliens avaient reçu l'aval de Paris, comme celui qui s'est fait au Tchad par Deby fils, ça se serait probablement passé différemment. L'impérialisme français a certes été contraint de lâcher du lest en évacuant militairement ses troupes militaires de ces trois pays mais ce n'est pas pour autant qu'il abandonne ses intérêts économiques, surtout en cette période de crise économique mondiale où chaque puissance

cherche à protéger, voire à agrandir sa zone d'influence.

Dans cette crise économique mondiale qui ne cesse de s'aggraver, les pays les plus pauvres du globe sont doublement affectés. En plus de subir le pillage de leurs ressources par les pays les plus riches, ils sont aussi victimes des rivalités entre grandes puissances qui se battent pour mettre la main sur ces ressources. C'est cela qui alimente les putschs, les sécessions, les rébellions et autres guerres de clans qui ensanglantent l'Afrique.

Tant que l'économie mondiale fonctionnera sur la base du système capitaliste, l'Afrique ne sortira pas de ces crises et de ces guerres, et ce sont toujours les populations les plus démunies qui en pâtiront.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.